Municipales, LFI et PS : les leçons politiques que nul ne tire

jeudi 26 mars 2026, par Jacques COTTA

Comme à l'accoutumée le soir d'élection, chacun sur les plateaux de télévision s'est dit satisfait du deuxième tour des municipales. Il y a pourtant de quoi modérer sérieusement l'enthousiasme…

Le taux ce participation est très faible. Hormis l'année 2020 où le Covid éloignait des bureaux de vote, la participation à ce deuxième tour avec un peu plus de 57% est 11 points sous la moyenne de participation à un second tour d'élections municipales du début de la Ve République en 1959 à 2020 (68,36 %).

Les appels aux abstentionnistes est un échec, même s'il semble que les jeunes se soient plus mobilisés ce coup-ci que les précédents, et la désertion des bureaux de vote de la part d'une grande partie des votants habituels est historique et marque une défiance renforcée à l'encontre des partis et responsables politiques, dès lors que le vote dépasse les questions locales et veut s'inscrire dans un schéma national. Partis et responsables sont jugés incapables de régler les problèmes tels la santé avec l'extension des déserts médicaux, la sécurité, la drogue, et toute autre question sociale.

Vision d'ensemble

Chacun s'était fixé des objectifs. Aucun ne les a atteint ! Tous, à des degrés divers, ont échoué.

La macronie qui voulait sauver la face est laminée.
Ce qui a approché de près ou de loin **Macron** subit le même sort. **Bayrou** chef du **Modem** est défait à Pau alors qu'il était donné favori à l'issue du premier tour.
L'ancrage territorial des partis traditionnels a permis de limiter la casse. **Les Républicains** et divers droite, le **parti socialiste**, et dans une moindre mesure le **parti communiste** sont dans ce cas lorsque l**es verts** sortent laminés, ne sauvant que la mairie de Lyon.

Les représentants du **RN** et ceux de **LFI** ont voulu comme les autres faire bonne figure.

En réalité, le RN renforce ses positions, mais échoue là où il s'était fixé de franchir un seuil dans son implantation, à Toulon notamment et Marseille. Il n'empêche qu'il se retrouve avec 3121 conseillers municipaux contre 837 obtenus en 2020 et l'emporte dans 57 communes de plus de 3500 habitants, poursuit sa marche dans les anciens bastions ouvriers du Nord et dans le Sud-est notamment. Dans les grandes villes par contre, ses scores sont squelettiques, à l'exception de Nice où la victoire d'Eric Ciotti est d'abord celle d'un « notable » local.

Enfin la **France Insoumise** que les commentateurs ont donc voulu présenter comme la surprise de ces élections, obtient des résultats bien mitigés sur le fond. L'analyse des chiffres conduit à nuancer sérieusement les cris de victoire. Dès le lendemain du premier tour, L'IFOP donnait en effet les indications suivantes :

« □ Si l'on mesure le score de ses candidats dans les seules villes où LFI s'est présentée cette année, les listes insoumises affichent une moyenne de 12,4%, soit nettement en deçà des scores mesurés

dans ces mêmes communes lors de dernières élections européennes (18,4% en 2024) ou du dernier scrutin présidentiel de 2022 (31,6%.) ».

La médiatisation aidant, c'est bien LFI en tant que tel qui est concernée et non la nature des élections.

« □ Dans les rares communes (35) où l'on peut comparer les résultats de ce premier tour au précédent scrutin municipal qui avait été « enjambé » par le parti à l'époque, le score LFI n'en a pas moins doublé en six ans, passant de 6,2% en 2020 à 13,7% en 2026 ».

Ces chiffres qui marquent une progression sont assez mesurés ne permettant pas d'envisager à l'avenir, dans des échéances autres, une victoire sur son propre nom.

« □ Dans ses affrontements directs avec les forces de la gauche traditionnelle, les listes de la France Insoumise arrivent globalement loin derrière. Là où la gauche (PS-LE-PC) est unie comme par exemple à Paris, Lyon, Marseille, le score des listes LFI oscillent autour de 12%, contre 30% pour les autres forces de gauche. In fine, la formation de Jean-Luc Mélenchon n'a obtenu qu'un élu au premier tour – contre 24 au RN et ses alliés et environ 350 au PS et ses alliés – et ses 2 maires sortants, à Faches-Thumesnil (39,9%) et à Grabels (34,7%), n'abordent pas le second tour en position favorable. »

Le deuxième tour permet d'afficher notamment au tableau de LFI Saint-Denis dans la région parisienne, la Courneuve, Creil, Roubaix, Vénissieux, Saint-Fons, Vaux en Velin, le Tampon à la réunion, plus de sept villes de plus de 30 000 habitants, mais dans ses objectifs la France insoumise échoue à Toulouse, Limoges, Besançon ou encore Strasbourg…

L'essentiel de ses bons résultats se sont concentrés dans des banlieues populaires pauvres et à forte présence migratoire et correspondent à un discours qui à la fois aborde le social, les injustices, et le différentialisme, le racialisme, le wokisme sous toutes ses formes. Ce n'est pas la cohérence qui prime, mais les clientèles à visée électorale.

Point de vue cohérence, plutôt inquiétante, les résultats électoraux de la FI correspondent à la théorie de **Mélenchon** qui endosse le « grand remplacement » initié en son temps par **Zemmour** pour évoquer ensuite la « créolisation » et enfin la « nouvelle France » qu'il oppose aux « Français de souche ».

Dans un meeting d'entre deux tours, Jean Luc Mélenchon a donné sa vision de la « nouvelle France » a dont il fait son cheval de bataille depuis des mois :

« Il a bien fallu un jour qu'il y en ait un ou une qui se mette debout sur ses pattes à l'autre bout du continent africain pour qu'à la fin vous soyez ici en train de faire les malins, tout blancs, tout moches que vous êtes ».

D'un côté donc, le grand remplacement en marche et de l'autre les « tout blancs, tous moches ».

Au soir du deuxième tour le nouveau maire de Saint-Denis **Bally Bagayoko** a voulu décoder les propos tenus depuis des semaines par Jean-Luc Mélenchon. « La nouvelle France », ce serait *« les enfants de la République et héritiers de l'immigration qui l'assume en tant que telle (…) qu'on applaudit sur les terrains de foot mais qu'on a plus de mal à pouvoir imaginer dans des lieux de pouvoir comme la mairie d'une ville importante comme Saint-Denis ».*

A moins d'avancer volontairement masqué, il démonte de fait le concept même de nouvelle France mis en avant par la France Insoumise. Car l'immigration n'est pas un fait nouveau. La France est

dans les dernières décennies un pays qui a su accueillir, intégrer et assimiler en nombre avec les polonais, les italiens, les algériens, les espagnols…

En réalité, ce n'est pas de l'immigration en général dont parle le maire de Saint-Denis, mais à travers ses exemples —il parle de lui-même et des joueurs de foot— de l'immigration africaine ou maghrébine qui de fait est souvent soumise à l'emprise politique islamiste qui éclaire en réalité la vérité des propos insoumis.

 L'emprise islamiste fond de commerce insoumis, une vue de l'esprit ?

Un tribunal de Dijon a débouté, mercredi 18 mars, deux élus de la « France insoumise », dont une portant le voile islamique, qui contestaient un arrêté du maire ex-Les Républicains de Chalon-sur-Saône, **Gilles Platret**, prohibant des « signes religieux ostensibles » dans les conseils municipaux. *« La liberté de conscience d'un membre élu d'un conseil municipal doit être conciliée avec le principe de laïcité qu'il est tenu de respecter »,* écrit le tribunal administratif de Dijon dans les motivations de son jugement. [1]

La question dépasse évidemment la seule laïcité. C'est un acte politique que de réclamer le voile dans un conseil municipal. Dans les années 1989, le foulard porté par quelques collégiennes constituait une première offensive islamiste au cœur de l'école, pilier de la République. Le voile dans un conseil municipal en constitue une nouvelle. Et c'est la France Insoumise qui est à l'initiative.

Mélenchon oppose ainsi « sa nouvelle France » aux « tout blancs, tout moches ».

 Cette politique est racialiste. Avec cette obsession de la « blancheïté » qu'il faut dénoncer à tout prix. Là encore une vue de l'esprit, un procès d'intention ?

Déjà dans en 2020, **Danièle Obono**, [2]
députée insoumise, condamnait le premier ministre de l'époque **Jean Castex** comme « homme blanc de droite et gros cumulard ». L'attaque sur la couleur de peau semblait pour les plus indulgents être un simple dérapage verbale. Il n'en n'était rien. Obono pour une des premières fois exprimait cette orientation racialiste en toute clarté.

 Racialiste ? Raciste même.

Que dirions nous si **Marine Le Pen**, **Zemmour** ou tout autre se permettait de condamner quiconque pour la noirceur de sa peau ? Par exemple, Bally Bagayoko, le nouveau maire de Saint-Denis, « homme noir et nouveau venu » ?
Raciste, discriminatoire, antirépublicain, les qualificatifs, à juste titre, ne manqueraient pas.

Jean Luc Mélenchon et **la France Insoumise** ont emprunté une voie réservée jusque là à d'autres. Dans un but électoraliste veulent croire les plus optimistes. Mais comment penser une seconde que les élections pourraient porter au plus haut niveau celui qui décide de faire des « tout blancs, tout moches » les ennemis du moment ?

FI et PS, l'expression d'une double incohérence

Le **parti socialiste** a en réalité perdu très gros dans les élections municipales que tous veulent présenter comme une répétition avant les présidentielles de 2027. Les victoires de Paris et Marseille, Rennes, Montpellier, Lille et Nantes, ne peuvent camoufler les défaites de Brest, Clermont-Ferrand, Tulle et Cherbourg. Ce sont des municipalités acquises il y des décennies qui

passent à droite. Le parti socialiste rebute tout seul nombre d'électeurs, sans avoir besoin de faire appel à une alliance quelconque avec la France Insoumise pour cela. Son soutien à Macron, notamment dans la dernière période, lui permettant de rester au pouvoir en refusant de censurer son gouvernement, le range dans le camp macroniste rejeté, haï.

Pourtant c'est le rapprochement avec la France insoumise entre les deux tours qui est évoqué pour tenter de justifier les reculs accusés. Alors que des responsables nationaux tels l'ancien président de la République **François Hollande**, fustigeait les accords locaux avec la FI pour le deuxième tour, les candidats menacés de perdre leur poste ne se sont pas fait prier pour se lier à la France Insoumise comme si de rien n'était. La veille ils dénonçaient ceux là comme antisémites, et le lendemain ils faisaient liste commune. De quoi désorienter en effet, d'autant que sont concernés la maire de Nantes par exemple, **Johanna Rolland**, première secrétaire déléguée du PS, ou encore le candidat socialiste de Tulle, le berceau de François Hollande…

Ce jeu de cirque est un jeu de dupes. Les invectives se limitent à quelques phrases, prononciations de noms propres, mais n'abordent pas le fond, et pour cause. En réalité Parti socialiste et France Insoumise sont sur la même ligne, avec dans leur sillage la gauche dans son ensemble. Ils sont européistes et donc avalent ou soutiennent carrément ce qui découle de leur attachement à l'Union Européenne : politique migratoire, négation de la souveraineté nationale, budgets militaires…

Comment comprendre autrement d'ailleurs que la France Insoumise de son côté ait multiplié les appels du pied au parti socialiste, oubliant qu'il le qualifie de soutien direct à la macronie ? L'évocation du « fascisme » a beau dos. Elle permet tous les revirements, toutes les alliances pourtant jugées impossible la veille.

Les divergences portent sur le style, sur la forme, mais ne touchent pas au fond. Elles sont mises en exergue dans un but électoraliste, pour savoir qui sera calife à la place du calife. François Hollande mise sur un rassemblement au « centre » avec quelques débris de la macronie et du parti socialiste. Jean Luc Mélenchon mise sur lui-même, et au risque de le penser particulièrement stupide, ce qu'il n'est évidemment pas, il adopte une posture destinée à lui assurer le rôle d'opposant parlant fort et avec talent plus que celui de futur vainqueur d'un scrutin national… [3]

Champ de ruines

La situation ne porte pas vraiment à l'optimisme. Où que l'on regarde rien ne se présente pour permettre une recomposition politique basée sur les principes républicains et ce qui en découle, l'emploi, le salaire, les services publics, la santé, l'éducation, la laïcité, la sécurité notamment, sur le respect de la parole donnée, sur le respect et l'honnêteté.

Il n'y aurait donc plus qu'à désespérer.

Mais les Français ne sont pas résignés et l'abstention massive qui s'est exprimée lors de ces élections en est un signe. C'est un rejet général qui s'est manifesté, et c'est sans doute pour tenter de camoufler cette réalité que tous ont voulu crier victoire le soir des résultats, proposant évidemment de se projeter sur la future échéance des présidentielles.

Cela devrait nous ramener à Mai 2027. Et il faudrait dans cette perspective attendre une année, année de répit laissée à Macron et aux siens pour réduire un peu plus les services publics, le droit à la santé, le droit à l'aide et à la solidarité, le droit à la vie tout simplement.

Il faudrait donc attendre une année pour qu'un prétendu sauveur suprême, fort de promesses

électorales qui n'engagent que ceux qui veulent bien y croire, renie comme les autres ses engagements, ou les respecte au détriment de la grande majorité du pays.

Il faudrait attendre une année pour que les efforts de guerre soient multipliés, que les coupes budgétaires soient opérées au profit de l'industrie d'armement et de la folie guerrière qui engage la planète.

Les lois de la politique nous indiquent que le désespoir n'est pas à l'ordre du jour. Nul ne sait quand ni comment, mais la force du capitalisme à l'oeuvre rencontrera une résistance plus forte que lui dans laquelle les recompositions inimaginables aujourd'hui s'opéreront sous le coup de la lutte des classes pour gagner les revendications, transformer la réalité, imposer l'unité et la fraternité.

Jacques Cotta
Le 26 mars 2026

Notes

[1] Communiqué de l'AFP.

[2] (voir ici : **Mais que cherchent donc Obono et certaines féministes**

[3] Voir ici :**Mort de Quentin Deranque et jeune garde : les responsabilités politiques de Mélenchon**